



Urgence sur l'énergie !

La filière française de l'électricité est dans la tourmente, de la production à la distribution, en passant par la production d'équipements industriels, les services de haut niveau comme le Grid, jusqu'à la recherche. Quoique affaiblie, ses entreprises encore publiques, ses tarifs régulés et bon marché, son excellence industrielle construite grâce à la commande publique, qui sont autant d'atouts pour jouer un rôle de premier plan dans la transition énergétique, font l'objet d'une nouvelle offensive du capital financier spéculatif et multinational, pour les soumettre au critère de profit immédiat. Avec la complicité de l'Etat français.

C'est le sens du projet Hercule, imposé par le Gouvernement sous l'impulsion de la Commission Européenne, qui vise à introduire davantage de concurrence dans la production et la commercialisation d'électricité et à découper l'ensemble d'EDF pour le livrer par appartement aux marchés et à la finance. C'est notamment la privatisation des centrales hydrauliques pourtant d'intérêt public pour la sûreté du système électrique. C'est le projet Clamadiou qui vise à la déconstruction d'Engie en vendant certaines parties du groupe (Suez, Endel, 2/3 des services et 10 % de GRT Gaz).

C'est également, sous la pression du capital financier des fonds de pension américains, la cascade de plans de suppressions d'emplois et de démantèlement d'activités comme à General Electric, désormais acteur industriel majeur en France et en Europe dans quasiment toutes les sources d'énergie électrique après l'absorption de la branche énergie d'Alstom.

C'est aussi, dans un contexte global de réorganisation de la recherche publique pour la soumettre aux impératifs de concurrence et de rentabilité, l'arrêt du programme de recherche Astrid, démonstrateur de réacteur à neutrons rapides capable de brûler presque tout l'uranium naturel et surtout de transformer les déchets stockés en ressource nouvelle, soit 1000 ans de capacités en France.

Dans ce contexte, le subventionnement des énergies renouvelables ne fonctionne pas comme un plan coordonné visant à franchir les sauts technologiques nécessaires à un changement de modèle, mais comme l'installation de nouvelles niches de profitabilité.

Si nous laissons cette logique aller à son terme, les conséquences pour l'utilisateur sont largement prévisibles : hausse des tarifs et disparition de la péréquation tarifaire permettant une égalité de prix pour tous, fermetures d'agences locales avec perte d'emploi et mise en cause de l'égalité de service sur l'ensemble du territoire, risque de pénurie et de coupures d'électricité...

Tout en voulant relever le défi climatique de l'efficacité énergétique, nous récusons l'idée qu'il faudrait produire moins d'énergie. Il en faudra plus, en particulier dans la production d'électricité, pour répondre aux besoins humains.

L'énergie n'est pas une marchandise comme les autres. Elle conditionne la qualité de vie des êtres humains. Elle doit relever de multiples défis :

- ✦ Accès égal quand un quart de l'humanité en est privé et 12 millions de français vivent dans la précarité énergétique
- ✦ Réponse au besoin de reconquête industrielle du pays
- ✦ Sortie progressive des énergies fossiles émettrices du dioxyde de carbone responsable du réchauffement global de la planète
- ✦ Maîtrise et partage des ressources naturelles
- ✦ Connaissances, sauts technologiques, emplois qualifiés
- ✦ Maîtrise des choix technologiques
- ✦ Nouvelles valeurs de coopérations internationales et d'échanges

Ces enjeux politiques, environnementaux, sociaux, économiques, nécessitent des investissements importants, une recherche de haut niveau, une maîtrise technologique et industrielle, un service public intégré et cohérent, l'ensemble fonctionnant avec de nouveaux critères d'efficacité et des financements affranchis des exigences des marchés financiers.

Il y a urgence à construire une grande bataille politique pour appuyer et amplifier les luttes des salarié.e.s contre le démantèlement en cours et pour une filière énergétique cohérente répondant à l'ensemble des défis auxquels elle est confrontée.

C'est ce à quoi le Parti Communiste, avec ses commissions nationales de travail et ses revues Progressistes et Economie et Politique, entend contribuer en initiant un processus d'états généraux de l'énergie, débutant le 13 février par une rencontre nationale avec les salarié.e.s de la filière de l'électricité, ouverte à toutes et tous, autour de la question :

QUELLE INDUSTRIE POUR QUEL SERVICE PUBLIC DE L'ÉLECTRICITÉ ?

Samedi 13 février 2021 - 10h 17h

Siège du PCF, Place du colonel Fabien à Paris
(si le protocole sanitaire le permet)

→ **Et à distance Inscription : pcf.fr**

Nous y développerons une série de propositions pour le mix électrique, la recherche, l'industrie, l'emploi qualifié, ainsi que pour la cohérence de la filière de l'électricité, pour un nouveau type de plein-emploi, pour des institutions de financement démocratiques échappant aux critères financiers, pour des nouveaux pouvoirs de l'ensemble des acteurs, et pour des batailles à ancrer dans la durée, dans les territoires et dans la perspective de solidarités internationales.

Cette première journée doit donner des outils pour la mobilisation dans les départements et dans les entreprises de la filière électrique. Elle entend contribuer à construire un grand projet national pour ce secteur stratégique. C'est avec ces ambitions multiples que nous t'invitons à y participer.

Avec nos salutations fraternelles,
L'équipe d'organisation des états généraux de l'énergie